

Que nous aimions ou pas l'UE, elle apporte une réponse

OPINION

La votation sur l'initiative UDC visant à abolir la libre circulation des personnes est une des plus importantes pour la Suisse depuis la votation sur les bilatérales. La question n'est pas simplement de savoir si nous sommes pour ou contre la libre circulation des personnes mais celle de savoir si nous souhaitons continuer la voie du bilatéralisme dans laquelle nous sommes engagés depuis vingt ans. Elle consiste à éviter l'entrée dans l'Union européenne («UE») tout en profitant d'une intégration économique au sein de la plus grande zone de libre-échange au monde. Au-delà de l'aspect économique, certes essentiel, cette votation aura aussi une signification géopolitique de première importance pour notre pays. Voulons-nous nous distancier de l'UE ou au contraire réaffirmer la nécessité de collaborer étroitement avec nos voisins avec lesquels nous formons une communauté de destins?

Notre monde est globalisé. A ce titre, aucun pays de notre continent n'a la puissance seul pour peser sur les grandes questions économiques, politiques, sécuritaires ou environnementales de notre planète. La construction européenne s'inscrit dans ce contexte qui oblige les pays européens à collaborer pour avancer sur les grands enjeux du siècle. Mentionnons ici les plus importants.

Le monde est marqué par de nombreux conflits proches de nous au Moyen-Orient, en Afrique ou dans les ex-pays soviétiques. Il s'agit souvent de guerres civiles avec des groupuscules fanatisés s'engageant dans des activités terroristes dans la zone de conflits mais également à l'extérieur, en particulier en Europe. Ces conflits nous concernent bien au-delà de la vocation humanitaire de la Suisse. Ils désta-

bilisent toutes ces régions et ont un effet ricochet sur la sécurité de nos concitoyens.

La Suisse, un des pays le plus ouverts au monde, est en compétition économique constante avec toutes les régions du globe. Avec l'Europe, elle doit trouver sa place en négociant des accords de libre-échange avec les grands partenaires que sont les Etats-Unis, la Chine, le Japon ou le Mercosur. Parfois en compétition avec nos voisins les plus immédiats, elle a bien souvent dans le cadre de ces négociations des intérêts communs, en premier lieu le respect des normes sociales, environnementales et juridiques. Cela sans compter le fait que la Suisse a un intérêt que ses principaux clients (Allemagne, Italie, France...) se portent bien économiquement.

Il y a aussi évidemment la question climatique, qui ne peut se traiter seule. La COP21 doit se matérialiser par des décisions courageuses. L'UE a par exemple imposé de nouveaux standards aux constructeurs automobiles très exigeants pour limiter la production de CO2. Ces normes ont été reprises par la Suisse; elle n'aurait pas été en mesure de les décider en solitaire.

Ainsi, sur ce sujet aussi, notre pays ne peut agir efficacement sans alliés; elle doit exercer son influence de concert avec l'UE afin que notre continent joue un rôle central pour que les objectifs de la COP21 soient tenus.

Aux crises migratoires causées par les guerres et le terrorisme s'ajoute la migration climatique causée par la désertification, l'érosion des sols et la montée des eaux. Cela n'est pas près de s'arrêter. Les scènes tragiques de réfugiés africains ou syriens sur des bateaux de fortune se lançant à l'assaut de l'Europe vont continuer. Une stratégie globale, politique, économique et environnementale doit

être mise en place. Par essence, c'est à l'Europe de s'atteler en premier lieu à cet incomparable défi et la Suisse doit y prendre sa part de responsabilités. Enfin, la concurrence technologique avec les Etats-Unis, la Chine et l'Inde est immense. Pour maintenir notre place économique, nous devons unir nos efforts pour la recherche, la formation et l'innovation. Nos centres d'excellence académiques dépériraient sans la poursuite de nos accords avec l'UE. En parallèle, nous devons défendre notre vie privée et définir les règles éthiques nécessaires au développement des nouvelles technologies. Tout cela ne peut se faire qu'au niveau européen.

Aucun des pays de notre continent ne peut répondre seul aux défis socio-économiques et politiques de l'avenir. Nous sommes interconnectés et dépendants l'un de l'autre. Que nous aimions ou pas l'UE, elle apporte une réponse, certes imparfaite à ce jour, de nature politique et économique à ces enjeux. Si nous avons fait le choix de ne pas appartenir à l'UE, nous avons un intérêt évident à faire partie d'un partenariat étroit, dynamique et solidaire avec l'UE pour le bien de notre continent mais surtout pour la défense de notre souveraineté. Le 17 mai prochain, en disant un NON clair, nous ferons aussi symboliquement le choix de rester engagés et responsables à l'égard de notre continent. ■

Ces normes européennes ont été reprises par la Suisse; elle n'aurait pas été en mesure de les décider en solitaire

ALEXANDRE DE SENARCLENS
AVOCAT, DÉPUTÉ PLR

